

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE DE GAGNY

(Seine-Saint-Denis)

SERVICE VOIRIE

OBJET :

AUTORISATION DE VOIRIE SUR LES DÉPENDANCES D'UNE VOIE COMMUNALE : Permission de voirie pour la création d'un bateau d'accès en face du n°3bis chemin d'accès aux Abbesses à GAGNY.

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2212-1, L. 2213-1, L. 2213-2, L. 2521-1 et L. 2521-2,

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 à L. 2122-4,

Vu le Code de la route et ses décrets subséquents,

Vu le Code de la voirie routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 116-2 et R. 116-2,

Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L. 421-1 à L. 421-9,

Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents le modifiant et le complétant,

Vu le règlement de voirie communal approuvé en séance du Conseil Municipal du 15 décembre 2003,

Considérant la demande en date du 20 septembre 2021, par laquelle le pétitionnaire, **la SNCF**, domiciliée **1, rue Emmanuel Arago – 93130 NOISY LE SEC**, sollicite l'autorisation **d'une création de bateau d'accès en face du n°3bis chemin d'accès aux Abbesses à GAGNY, pour l'accès aux voies**,

Considérant la faisabilité technique de l'opération,

ARRÊTE

- **Article 1.- Occupation** : Le pétitionnaire, la SNCF, **est autorisé à créer un bateau d'accès en face du n°3bis chemin d'accès aux Abbesses à GAGNY**, à charge pour lui de se conformer aux directives suivantes :
 - Le pétitionnaire établira à ses frais, sur le trottoir, le bateau d'accès dont le profil normal sera respecté. La bordure du trottoir sera abaissée de manière à ne conserver au droit du passage que 0,05 m au-dessus du caniveau, sur une longueur de 8 mètres face à l'entrée charretière.
Le bateau sera délimité de part et d'autre par des bordurettes.
Les dimensions seront les suivantes : 8 m de largeur de portail.
 - Le raccordement avec la surface régulière du trottoir s'étendra sur 1 mètre de chaque côté de la partie baissée, appelée en terme technique « les rampants ».
 - Les matériaux employés pour ces travaux deviendront propriété de la voie publique.
 - Les travaux objets du présent document devront tenir compte des équipements publics en place et seront contrôlés par la Direction de l'Espace Public.
 - Les travaux seront exécutés par une entreprise habilitée à intervenir sur le domaine public.
- **Article 2.-** L'entreprise réalisant ces travaux à la charge du pétitionnaire devra impérativement faire une demande d'arrêté auprès du Service Voirie, trois semaines avant le démarrage des travaux.
- **Article 3.- Durée de l'autorisation** : La présente autorisation n'est **valable que POUR UN AN** à partir de la date de signature. Elle sera expirée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.
- **Article 4.- Responsabilité** : Le pétitionnaire est responsable, tant vis-à-vis de la commune que vis-à-vis des tiers ou des usagers, des accidents ou dommages qui pourraient résulter de ses installations.
L'occupant est avisé qu'il doit se prémunir par des précautions adéquates et sous sa responsabilité technique des sujétions inhérentes à l'occupation du domaine public.

- **Article 5.-** Le bénéficiaire informera un représentant du Service Voirie trois jours avant le début des travaux afin de procéder à la vérification de l'implantation.
- **Article 6.- Réparation des dommages :** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices, et de réparer immédiatement tous les dommages et dégradations qu'il aura pu causer au domaine public. Faute de satisfaire à cette prescription ainsi qu'à toutes autres conditions imposées par le présent arrêté, il sera procédé à ses frais par les soins de l'administration à la réparation des dommages. Un procès-verbal sera dressé et déféré au Tribunal de Police.
- **Article 7.- Droit des tiers :** La présente autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers et des règlements faits par l'autorité municipale.
- **Article 8.- Modifications :** Si des modifications sont apportées quant à la présente autorisation, le pétitionnaire sera tenu d'en informer immédiatement, par téléphone, le Service Voirie en Mairie (Tél. : 01 56 49 22 22) et de le confirmer ensuite par courrier **dans un délai de HUIT JOURS**, faute de quoi, il devra s'acquitter des droits de voirie correspondants à ladite autorisation.
- **Article 9.- Entretien :** L'entretien du bateau est à la charge du pétitionnaire.
- **Article 10.-** La présente autorisation est accordée à titre précaire et révocable. Elle peut être retirée à tout moment par l'autorité qui l'a délivrée si celle-ci juge cette mesure nécessaire à l'intérêt général.
- **Article 11.-** Toute infraction au présent arrêté sera constatée par procès-verbal et sanctionnée selon les lois et règlements en vigueur.
- **Article 12.-** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours citoyens accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

- **Article 13.-** Ampliation du présent arrêté sera notifiée :
 - Au Commissaire de Police,
 - Au Directeur Général des Services de la Ville,
 - Au pétitionnaire, la SNCF, domiciliée 1, rue Emmanuel Arago – 93130 NOISY LE SEC,
 - A la société MVT - 12, rue du Bois de la Remise – 91480 VARENNES JARCY,
 Qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

Fait à Gagny, le 28 septembre 2021.

Pour le Maire,
L'Adjointe déléguée à l'Espace Public,



Valérie SILBERMANN
Valérie SILBERMANN